



GREENPEACE®



Qui veut noyer l'éolien maritime ?

Le gouvernement avait lancé, il y a un an et demi, un appel à projets pour des parcs éoliens en mer avec un objectif de puissance entre 500 et 1 500 MW opérationnels au 1^{er} janvier 2007 (en comparaison, l'éolien terrestre représente aujourd'hui en France environ 500 MW).

Une douzaine de propositions avait été déposée dans les six mois suivants par des entreprises spécialisées.

Après plus d'un an de silence, le ministère de l'industrie vient de faire connaître sa décision : un seul et unique projet retenu, pour une puissance totale de 105 MW.

Raison invoquée : les autres projets seraient trop coûteux ...

Invoquer un surcoût à l'éolien en mer n'est pas raisonnable : combien ont coûté les premiers kilowattheures hydrauliques ou nucléaires ?

Que l'éolien maritime, encore aux balbutiements de la technologie par rapport à l'éolien terrestre, soit plus cher que celui-ci, n'est une surprise pour personne. Il s'agit d'un surcoût normal, lié à l'innovation et à l'apprentissage.

Ce surcoût mérite d'être comparé aux 10 milliards d'Euros du projet ITER (dont une belle part pour les contribuables français) pour quelques hypothétiques kilowattheures dans pas moins de 50 ans.

Alors que le potentiel offshore français est un des meilleurs d'Europe, qu'un consensus existe pour développer l'exploitation de l'énergie éolienne au large de nos côtes et que d'autres pays comme le Royaume-Uni ont lancé de vastes projets, la France, une nouvelle fois, fait figure de cancre avec cette décision minimale.

Le reproche majeur adressé à l'éolien terrestre par ses détracteurs concerne les paysages. Pourquoi ne les entend-on pas aujourd'hui soutenir l'éolien maritime ?

Pourquoi renoncer à faire de la France un pays leader dans cette filière nouvelle et prometteuse, alors que des investisseurs sérieux (parmi lesquels figure EDF) sont prêts à s'engager sur des projets de grande ampleur ?

Après le vote en juin dernier d'une "loi d'orientation sur l'énergie" décevante et peu ambitieuse, comment expliquer un tel acharnement à maintenir le retard français en matière d'énergies renouvelables ?

Alors que l'époque du pétrole abondant et à bas prix se termine, les co-signataires du communiqué s'étonnent de cette décision contre l'éolien maritime. Quand nos gouvernants prendront-ils au sérieux leurs propres discours sur la nécessité de diversifier le fameux "bouquet énergétique" français en développant les énergies renouvelables, sources d'emplois locaux ?

Le 23 septembre 2005.

Contact presse :

*** Planète Eolienne**

Sébastien Alquier

tél : 06 60 46 13 11

planeteeolienne@wanadoo.fr - www.planete-eolienne.fr